

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE DE CLASSES

Organe du Groupe Communiste (I^{Ve} Internationale)

N° 39 -3ème année

20 Novembre 1944

D'UN DISCOURS A L'AUTRE ...

Le 14 octobre, en s'adressant au peuple de France, le général De Gaulle dressait le sombre bilan de l'épuisement de la France par cinq années de guerre. Il ajoutait qu'on ne devait pas compter sur une aide extérieure : *"les Alliés sont des Etats dont chacun... poursuit ses propres intérêts et fait sa propre politique... Dans nos difficultés présentes nous devons compter, avant tout, sur nous-mêmes"*.

Depuis la reconnaissance du gouvernement De Gaulle par les Alliés et la visite de Churchill à Paris, le tableau a complètement changé. Nos "grands et loyaux alliés" accordent à la France le rang de "grande puissance" et la reconnaissent pour une grande nation ! A quoi attribuer ce changement ? C'est que *malgré* la détresse infinie reconnue par De Gaulle lui-même le 14/10, il n'hésita pas le 26/10 à proposer aux Alliés le marché suivant : *"il faut prévoir une assez longue et, en tout cas, très dure campagne sur le territoire allemand... de grandes pertes. Il est possible qu'il soit reconnu comme avantageux que des divisions françaises nouvelles... participent à ces pertes"*.

Les Alliés furent sensibles à cette offre de participation aux pertes. Considérant que l'impérialisme français se trouve pouvoir jouer un rôle dans l'équilibre des forces et être à même d'y consentir les sacrifices nécessaires, le gouvernement français reprend une certaine place dans les négociations internationales. Mais la véritable France, c'est-à-dire le peuple français qu'y gagne-t-elle ?

La France est un pays impérialiste, c'est-à-dire qu'à sa tête se trouvent les trusts, les banques, la Bourse, le capital financier (et à leurs ordres un gouvernement et un Etat-major), qui disposent de ressources dans le monde entier. L'impérialisme français peut à la faveur de divergences entre les autres impérialistes (Angleterre-Etats-Unis, par exemple), à la faveur de la prolongation du conflit, des nécessités de la guerre contre l'Allemagne et le Japon, se servir de ses ressources économiques et militaires et en escompter un profit.

Le butin partagé à la table verte, ce sont les capitalistes qui l'empocheront (de la même façon qu'ils s'enrichissent sur les fabrications de guerre), tandis que le peuple français doit participer seulement aux pertes : de nouvelles mobilisations en perspective, de nouvelles destructions, renforcement de la dictature militaire à l'intérieur, désarmement des éléments du peuple ("gardes patriotiques"), consécration des fortunes de guerre par des rentes perpétuelles aux capitalistes, c'est-à-dire maintien du coût de la vie très élevé. La nouvelle "grandeur" offerte par De Gaulle continue pour les travailleurs la longue chaîne de souffrances qu'a apportées la guerre impérialiste aussi bien sous Daladier que sous Pétain.

Pour les capitalistes, la grandeur (le profit), pour les travailleurs, les sacrifices. Afin d'effacer dans les esprits cette différence, le bureaucrate syndicaliste qui soutient De Gaulle, Benoît Frachon, dit : *pour la guerre, "le soldat donne sa vie, l'ouvrier son travail, le patron doit abandonner ses profits"* (l'Huma, 14/11). Mais le profit est le travail non-payé extorqué à l'ouvrier par le patron, le profit est un vol. Tant que le patron restera patron, il n'abandonnera jamais son vol, c'est-à-dire le profit. Au contraire il est pour la guerre justement et seulement parce que celle-ci est pour lui une source supplémentaire de profit. Quand la bourgeoisie envoie les soldats se battre en Indochine ce n'est pas pour la "patrie", c'est pour sauvegarder les profits de la Banque de Paris et des Pays-Bas. B. Frachon veut faire oublier aux ouvriers ce que lui-même leur enseignait autrefois : *"On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les capitalistes"*.

° ° °

Dans l'*Humanité* du 22/9 Magnien dit textuellement : *"La politique du bloc occidental (alliance franco-anglaise) condamnerait la France au déclin et A ETRE DEVOREE"*. De la part d'un défenseur de l'alliance des "démocraties" c'est un dur aveu sur les lois qui règnent entre les peuples en régime capitaliste !

En l'espace de trente années le régime capitaliste a engendré deux guerres mondiales. Les peuples ont été saignés, l'économie dévastée. Mais pour empêcher la guerre, les capitalistes ne trouvent rien d'autre

qu'une nouvelle SDN, dont ils reconnaissent eux-mêmes l'inutilité. La guerre contre l'Allemagne n'est pas finie, la guerre contre le Japon doit encore, d'après Churchill, durer deux ans, et déjà les capitalistes envisagent d'autres conflits et d'autres guerres. Churchill n'a-t-il pas dit qu'ils ne pourraient pas *"arrêter à la fin de la guerre la machine de guerre qui tourne rond et avec une puissance formidable" ?*

L'époque que nous vivons confirme ce que disait *LENINE* lors de la première guerre mondiale : *"Levons l'étendard de la guerre civile ! Car si cette guerre n'est pas suivie d'une série de révolutions victorieuses, elle sera suivie à bref délai d'autres guerres"*.

Si la révolution, c'est-à-dire la guerre civile contre notre propre bourgeoisie, n'est pas venue mettre fin à la guerre impérialiste, c'est parce que les social-patriotes sous prétexte de la "défense de la patrie" ont livré les travailleurs à la merci des capitalistes et brisé l'unité internationale des travailleurs.

Le but suprême de la IV^e Internationale est de reforger cette unité. Et quand les travailleurs seront décidés à accepter pour leur propre cause et leur libération contre le Capital ne fût-ce qu'une partie des sacrifices qu'ils font pour les capitalistes, la guerre civile des travailleurs de chaque pays contre leur bourgeoisie mettra fin à la guerre impérialiste et jettera les bases d'une paix durable dans une société débarrassée de la domination capitaliste.

UN AGENT DES TRUSTS

L'Humanité du 4/11 écrit au sujet de la dernière opération financière du gouvernement : "l'emprunt en définitive n'enrichit que les Banques en aggravant la dette publique et les charges du contribuable".

Le ministre "communiste" Billoux déclare le 20/11 à la radio : "Nous désirons tous, au gouvernement, que l'emprunt soit un succès éclatant. Il le sera si chacun considère que verser à l'emprunt est une façon de participer à la libération du territoire".

Quand chassera-t-on du Parti communiste l'agent des trusts Billoux ?

L'ASSASSINAT DE LORD MOYNE

La "défense des petits peuples" figure au premier rang du programme des Alliés dans leur lutte contre l'impérialisme allemand.

Mais comment vont les choses là où règne sa Majesté britannique ? Le silence n'a été brisé là-dessus que par la bombe qui a tué lord Moyne, chargé par le gouvernement anglais de régler la question juive en Palestine. A cette occasion, il a bien fallu que les journaux nous apprennent en tout petits caractères et en quelques lignes seulement, que lord Moyne a été assassiné parce que *"sa politique était contraire aux intérêts nationaux juifs"*.

Geste hautement révélateur ! Le fameux foyer juif en Palestine, promis par lord Balfour au cours de la première guerre mondiale, n'a pas été un refuge pour les israélites traqués dans les pays pourrissants de l'Europe. Il est apparu comme une entreprise *anti-arabe* et *anti-juive* car, en poussant les Juifs contre les Arabes sous prétexte de leur assurer le "foyer de leurs ancêtres", les impérialistes anglais savaient bien que ces derniers lutteraient les armes à la main contre les intrus... Toute la tactique anglaise pour maintenir inébranlable sa situation dans cette partie du monde (canal de Suez) est donc de perpétuer la lutte entre Arabes et Juifs pour rendre indispensable "l'arbitrage" anglais. Jeu d'enfant pour les impérialistes anglais qui procèdent de la même façon en Irlande, aux Indes et partout où ils peuvent exploiter la désunion des peuples économiquement arriérés.

Aujourd'hui, comme le montre l'attentat du Caire, non seulement les Arabes mais aussi les Juifs en sont réduits au désespoir.

Mais malgré les efforts des capitalistes juifs et des féodaux arabes pour séparer les travailleurs des deux peuples et continuer le jeu de l'impérialisme anglais, ceux-ci s'uniront contre leurs exploités et contre leur oppresseur commun. La IV^e Internationale leur dit : *Travailleurs juifs et arabes, unissez-vous contre l'impérialisme anglais !*

LES AVOCATS DE L'IMPERIALISME

"Dans le monde actuel l'Afrique du Nord ne peut pas être indépendante ; il lui faut s'appuyer sur un pays plus fort. Mais l'Angleterre et les USA sont des pays impérialistes, tandis que la France sera sûrement plus tard une république socialiste. Donc l'Algérie doit rester à la France et attendre qu'elle devienne socialiste". C'est tout ce que Fajon trouve à dire à un peuple opprimé, réduit à la famine par l'impérialisme français. L'Humanité elle-même n'est-elle pas obligée de reconnaître la situation inouïe où se trouve l'Afrique du Nord ? Catroux, garde-chiourme en chef, n'avoue-t-il pas que les "conditions matérielles d'existence y sont désastreuses" ?

Attendre que la France soit un jour socialiste, c'est se soumettre aujourd'hui à l'exploitation la plus féroce de la part des colons français et aider par cela même les capitalistes français à maintenir leur exploitation sur la Métropole.

Dans le cadre de l'Europe et de l'Afrique socialistes, tous les peuples s'entraideront fraternellement. Mais dans le monde impérialiste actuel seule une lutte acharnée des travailleurs coloniaux et des travailleurs de la Métropole contre tous les impérialistes peut assurer l'avenir des peuples des colonies.

Vive le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Vive le front unique des peuples coloniaux et des ouvriers de la Métropole contre l'impérialisme qui les opprime !

LES EVENEMENTS DE BELGIQUE

Les événements de Belgique -désarmement de la Résistance- ont la même origine que le conflit qui en France a obligé De Gaulle, représentant de l'Etat, à procéder au désarmement des "gardes patriotiques". Nulle part l'Etat des capitalistes (police, armée, bureaucratie) ne peut être "renové", "démocratisé" par des groupes armés issus du peuple. *Ou le peuple armé (la classe ouvrière) détruit l'Etat capitaliste et instaure la véritable démocratie pour les masses, les Soviets (Conseils ouvriers), ou l'Etat des capitalistes assure sa complète dictature, même derrière des formules "démocratiques".*

Mais ces événements comportent une leçon supplémentaire pour les travailleurs non seulement de Belgique, mais aussi de France. Les illusions touchant le rôle des armées alliées ne peuvent plus subsister. La lutte du peuple pour la liberté se heurte non seulement à la résistance de la "5° colonne", mais à l'Etat-major allié. La décision du commandement allié d'intervenir par les armes contre les travailleurs belges pour les obliger à rendre leurs armes au gouvernement Pierlot, complice des capitalistes et fascistes belges, pose pour les travailleurs des pays occupés par les Alliés le même problème que sous l'occupation allemande : *s'allier aux travailleurs-soldats occupants contre leur propre Etat-major.*

Mais les travailleurs anglo-américains sous l'uniforme ne comprendront pas notre lutte et ne voudront pas désobéir à leurs officiers, tant qu'ils seront enchaînés à la guerre que mène cet Etat-major. Car la chaîne principale qui lie les soldats à leurs officiers (alliés comme allemands), c'est la conviction qu'ils mènent une guerre "juste" ou tout au moins "nécessaire". Il faut briser cette chaîne en révélant aux soldats alliés que tout comme les soldats allemands, ils ne sont que de la chair à canon. Sans cette compréhension qu'ils sont sacrifiés pour les capitalistes, que cette guerre est une guerre impérialiste, les travailleurs-soldats alliés ne pourront jamais trouver la force de sacrifice volontaire qu'exige l'émancipation de leur propre commandement. Sans cette propagande contre la guerre impérialiste, *les travailleurs trouveront dans les armées alliées le même instrument de répression au service des capitalistes, qu'était l'armée occupante allemande.*

OU VA LA FRANCE ? (Suite)

LA LUTTE OUVERTE CONTRE LE FASCISME

Ce n'est qu'en ayant exactement compris la véritable nature du fascisme que l'avant-garde ouvrière saura lutter contre cette pire réaction de la société bourgeoise.

Le fascisme surgit *constamment* de la pourriture et de la décadence de la société capitaliste. Il représente un système de dictature auquel la classe capitaliste a recours pour sauvegarder sa domination

menacée, en instaurant le régime politique qui correspond le mieux à sa dictature économique incontrôlée sur la nation. Comment ?

Le système de production basé sur le profit et l'appropriation privée capitaliste ayant abouti à la concentration de toutes les richesses entre les mains d'une poignée de monopoleurs capitalistes, a définitivement voué à la ruine et à la pauvreté les classes intermédiaires, la petite-bourgeoisie. *Celle-ci est passée, à notre époque impérialiste, de la tranquillité sociale caractéristique au petit-bourgeois qui en faisait un appui de la démocratie, à la révolte permanente contre l'ordre existant.*

La révolte de la petite-bourgeoisie contre l'ordre existant n'est pas par sa nature dirigée contre la classe ouvrière ; elle est de tendance *anti-capitaliste*. Mais le petit bourgeois ruiné (rentier, petit commerçant, petit paysan, etc.) n'a pas la même position de classe vis-à-vis du capitaliste que l'ouvrier ; celui-ci, *tout naturellement*, s'oppose sur le lieu de travail à son exploiteur, à son patron, à son capitaliste ; ce qui fait que l'ensemble des ouvriers s'oppose à l'ensemble des capitalistes. Contrairement à la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie *n'a pas une idée concrète de ce que c'est que le capitalisme.*

C'est en tenant compte de cette situation que la bourgeoisie, pour sauver l'ensemble de sa domination, organise par l'intermédiaire des politiciens fascistes, une "lutte anti-capitaliste" dirigée démagogiquement contre des capitalistes isolés : "banquiers juifs", "patrons anti-sociaux", etc. Le fascisme les prend comme boucs émissaires de la crise économique, des louches combinaisons financières, etc. Sur le plan politique il s'en prend à la "démocratie", au système parlementaire, à l'impuissance de ce régime devant la misère des masses (impuissance qui est due au fait que ce régime ne camoufle que la dictature de la bourgeoisie). Mais là où se dévoile la nature du fascisme, *c'est qu'il identifie la dictature bourgeoise parlementaire à l'existence des partis ouvriers*, des organisations autonomes, politiques ou professionnelles de la classe ouvrière, maudit le "communisme" et "l'anarchie" et sous prétexte de lutter contre le régime pourri, *lance ses troupes à l'assaut des organisations de la classe ouvrière.*

Le fascisme, instrument politique de la grande bourgeoisie, et *qui peut prendre n'importe quelle étiquette et n'importe quel masque*, utilise donc la révolte des couches exploitées de la petite-bourgeoisie en les attirant par sa démagogie anti-capitaliste et son apparence de force et d'intransigeance. Mais comme solution aux maux dont souffre la petite-bourgeoisie et l'ensemble des masses exploitées, il ne peut offrir que les aventures guerrières : c'est pourquoi le petit-bourgeois devenu fasciste ressemble à l'homme dont les vêtements ont pris feu et qui se jette dans l'eau qui l'engloutira. Cependant cela permet aux capitalistes de prolonger leur domination.

Mais le prolétariat peut lui aussi utiliser la révolte des masses exploitées petites-bourgeoises et les empêcher de se tourner vers le fascisme ; et il empêche par là-même non seulement son propre écrasement mais aussi celui de toute la nation sous la botte de la dictature.

La classe ouvrière le peut parce qu'elle est la seule *force politique et sociale* dans la nation qui est réellement capable d'abolir le capitalisme avec ses maux, sa corruption, sa misère. Mais il faut aussi que les autres couches opprimées de la nation puissent s'en rendre compte. Pour cela *l'action de la classe ouvrière doit être dirigée contre l'existence même du régime capitaliste*, contre les fondements de l'ordre existant, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste par la propriété privée des moyens de production. *Seule l'expropriation du Capital fera naître une société dans laquelle le petit paysan, le petit rentier, le petit commerçant, etc. seront libérés par l'ouvrier*, par le Gouvernement ouvrier et paysan, des maux engendrés par le capitalisme.

Une classe ouvrière prisonnière de la politique bourgeoise (Front Populaire, Résistance, etc.) qui prétend lutter contre le fascisme dans le cadre du régime capitaliste ne peut pas attirer à elle les couches exploitées de la petite-bourgeoisie.

Les politiciens bourgeois et social-traîtres prétendent que pour lutter contre le fascisme, il faut abandonner le programme révolutionnaire et faire front avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie pour la défense de la "démocratie". Mais ce qui intéresse les couches exploitées de la petite-bourgeoisie ce n'est pas tant la "démocratie", *qu'une issue à leurs conditions de vie intolérables*. Quant aux ouvriers, la démocratie c'est le droit d'association, de presse, de grève, etc. pour mieux se défendre contre les capitalistes. Or le système bourgeois "démocratique" et ses politiciens maintiennent pour les petits-bourgeois aussi bien que pour les ouvriers l'exploitation et la misère, tandis qu'ils s'efforcent le plus possible de limiter les *véritables* droits démocratiques. Si bien qu'à la longue les couches exploitées de la

petite-bourgeoisie cherchent une issue hors du régime "démocratique" (capitaliste) ; mais cette issue elles ne peuvent pas la trouver du côté du prolétariat si celui-ci, à cause de la politique de ses dirigeants, est cramponné aux "démocrates" c'est-à-dire aux représentants de "gôche" du *capitalisme* ; elles la chercheront alors du côté fasciste.

De tout ceci il résulte que le principe fondamental de la lutte contre le fascisme est le suivant : *pas d'union avec la bourgeoisie de "gauche" sur un programme "démocratique" capitaliste, mais union de tous les démocrates véritables autour de la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie.*

La petite-bourgeoisie craint-elle cette action, comme le disent les bureaucrates ouvriers ? Rappelons seulement qu'entre le 12 février 1934 et juin 1936, la classe ouvrière, ayant fait montre d'une grande décision d'action qui laissait espérer à l'ensemble de la population laborieuse la lutte décisive pour un régime nouveau, la petite-bourgeoisie fit bloc (surtout dans la lutte) autour de l'action ouvrière. Ce n'est qu'à partir du "*il faut savoir finir une grève*" de Thorez, pendant les grèves de juin 1936, que l'espoir des masses fut déçu. Les bureaucrates ouvriers ayant trahi le Front Unique prolétarien en faveur d'un front avec *Daladier* (Front Populaire), ce "front" sombra dans le marasme parlementaire et la désillusion des masses ouvrit la voie à la réaction à partir de 1937.

La véritable lutte contre le fascisme est seulement la lutte *anti-capitaliste*. C'est donc, comme nous le disions au début, *par leur position de classe que les ouvriers se trouvent être les vrais champions de la lutte anti-fasciste*. Mais pour que la classe ouvrière constitue pour les couches exploitées petites-bourgeoises un pôle d'attraction dans cette lutte, *elle doit réaliser son unité de combat*, pour devenir assez forte pour renverser la bourgeoisie. D'autre part elle doit pouvoir défendre *un programme capable de satisfaire les revendications de la petite-bourgeoisie*, sur le terrain de la lutte révolutionnaire. Comment réaliser cette unité, quel est ce programme qui peut déterminer la petite-bourgeoisie à *appuyer une classe ouvrière révolutionnaire* ? C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans le prochain numéro.

(A Suivre)